

Séance du 06 NOVEMBRE 2017

Présents : Mr. : Jérôme de NEUVILLE, Bourgmestre-Président ;  
Mme & Mrs. : André LAHAYE, Bernard BONNECHERE, Benoît BUSTIN et Hélène PENDEVILLE, Echevins ;  
Mmes & Mrs. : René SEUTIN -Président du CPAS-, Dominique LIBIOUL, Thierry MISSAIRE, Marie-Rose RADIC, Jean-Marie HEYNE, Yvonne PIRARD, Marcel RENQUIN, Liliane GELAESEN, ~~Rose-Marie GELAESEN~~, Fabrice SCIORRE, Luc LHOEST ~~et Léa GAUNE~~, Conseillers communaux ;  
Mr. : Christian VANDERBEMDEN, Directeur général.

**Objet : REDEVANCE SUR LE DEBOUCHAGE ET L'INSPECTION DE RACCORDEMENTS PARTICULIERS A L'EGOUT PUBLIC – EXERCICE 2018.**

Le Conseil communal, réuni en séance publique,

Vu les articles L1122-30 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'en application de l'article L1124-40 §1, 3° du CDLD, l'avis du Receveur régional a été demandé ;

Que celui-ci a accusé réception du projet de règlement ainsi que du dossier y afférent en date du 24.10.2017 ;

Vu l'avis favorable rendu par le Receveur régional en date du 31.10.2017 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

**ARRETE :**

Article 1 : Il est établi au profit de la Commune, pour l'exercice 2018, une redevance sur le débouchage et l'inspection par les soins et aux frais de la Commune, de raccordements particuliers à l'égout public.

Article 2 : Le montant de la redevance est fixé à un montant forfaitaire de **1.500 €uros**.

Le total de la redevance ainsi obtenu représente l'intervention du riverain dans le coût de débouchage et d'inspection de son raccordement sous domaine privé ou sous domaine public si l'inspection prouve que le bouchon est dû à la négligence du particulier raccordé.

Article 3 : La redevance est due, solidairement, par le propriétaire de l'immeuble raccordé et, s'il en existe, par l'usufruitier, l'emphytéote, le superficiaire ou le possesseur à quelqu'autre titre.

Article 4 : La redevance n'est pas applicable en cas de raccordement d'immeubles appartenant aux pouvoirs publics et affectés à un service d'utilité publique, gratuit ou non.

Article 5 : La redevance est payable immédiatement après la réception par le redevable de l'ordre de paiement.

Sur demande assortie d'un engagement formel, les redevables sont autorisés à se libérer de la redevance en cinq versements annuels.

Séance du 06 NOVEMBRE 2017

Présents : Mr. : Jérôme de NEUVILLE, Bourgmestre-Président ;  
Mme & Mrs. : André LAHAYE, Bernard BONNECHERE, Benoît BUSTIN et Hélène PENDEVILLE, Echevins ;  
Mmes & Mrs. : René SEUTIN -Président du CPAS-, Dominique LIBIOUL, Thierry MISSAIRE, Marie-Rose RADIC, Jean-Marie HEYNE, Yvonne PIRARD, Marcel RENQUIN, Liliane GELAESEN, ~~Rose-Marie GELAESEN~~, Fabrice SCIORRE, Luc LHOEST ~~et Léa GAUNE~~, Conseillers communaux ;  
Mr. : Christian VANDERBEMDEN, Directeur général.

**Objet : REDEVANCE SUR LE DEBOUCHAGE ET L'INSPECTION DE RACCORDEMENTS PARTICULIERS A L'EGOUT PUBLIC – EXERCICE 2018.**

Le montant de chaque versement annuel s'élèvera dans ce cas à un cinquième du montant de la redevance augmenté de l'intérêt du solde à percevoir au taux fixé par Dexia Banque pour les emprunts de même durée à la date d'achèvement de la mission de débouchage et d'inspection du raccordement. En cas de cession de l'immeuble, le solde sera immédiatement exigible.

Article 6 : À défaut de paiement à l'amiable, le recouvrement de la redevance s'effectue conformément aux dispositions de l'article L1124-40 §1<sup>er</sup> 1° du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, tel que modifié par le Décret du 18 avril 2013.

Article 7 : Les dispositions du règlement relatif à la redevance sur le débouchage et l'inspection de raccordements particuliers à l'égout public antérieurement en vigueur restent applicables pour régir les effets des situations nées durant leur période d'application.

Article 8 : La présente délibération sera publiée conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 9 : La présente délibération sera transmise simultanément à la Direction Extérieure-DGO5-Direction de Liège et au Gouvernement Wallon.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,  
(s) Ch. VANDERBEMDEN.

Le Président,  
(s) J. de NEUVILLE.

POUR EXTRAIT CONFORME :

Le Directeur général,

Le Bourgmestre,

Christian VANDERBEMDEN.

Jérôme de NEUVILLE.